

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

ORDONNANCE N° 8-2001 DU 1^{er} JUILLET 2001
portant dissolution de l'office national des postes et télécommunications

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'Acte Fondamental ;

Vu la loi n° 9-64 du 25 juin 1964 portant création de l'office national des postes et télécommunications ;

Vu la loi n° 13-81 du 14 mars 1981 instituant la charte des entreprises d'Etat ;

Vu la loi n° 54-83 instituant l'entreprise pilote d'Etat et complétant la loi n° 13-81 du 14 mars 1981 ;

Vu la loi 020-89 du 9 novembre 1989 fixant la procédure de liquidation des entreprises d'Etat, des entreprises pilotes d'Etat et des entreprises dites regroupées ;

Vu la loi n° 21-94 du 10 août 1994 portant loi cadre sur la privatisation ;

Vu la loi n° 14-97 du 26 mai 1997 portant réglementation du secteur des télécommunications ;

Vu, ensemble, les décrets n° 99-1 du 12 janvier 1999 et n° 2001-219 du 8 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Sur rapport du ministre des postes et télécommunications ;

En Conseil des ministres,

ORDONNE :

Article premier : L'office national des postes et télécommunications, établissement public à caractère industriel et commercial, est dissous.

Article 2 : Les activités postales, les prestations financières et les activités de télécommunications exercées par l'office national des postes et télécommunications sont transférées, pour les deux premières catégories, à la société des postes et de l'épargne du Congo et, pour la dernière catégorie, à la société des télécommunications du Congo.

Article 3 : Le patrimoine de l'office national des postes et télécommunications : infrastructures, matériels, biens meubles et immeubles, concourant, directement ou indirectement, à l'exploitation ou à la réalisation de l'astreinte, est transféré, de plein droit, à chacune des entités visées à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Les personnels de l'office national des postes et télécommunications de formation postale initiale ou acquise au cours des dernières années, affectés à l'activité postale, sont transférés, de plein droit, à la société des postes et de l'épargne du Congo.

Les personnels de formation télécommunication initiale ou acquise au cours des dernières années, affectés à l'activité des télécommunications, sont transférés, de plein droit, à la société des télécommunications du Congo.

Article 5: Un plan social est arrêté par le Gouvernement en ce qui concerne le personnel de l'office national des postes et télécommunications non visé à l'article 4 ci-dessus.

Article 6 : Les contrats, les conventions et les accords en cours entre l'office national des postes et télécommunications et ses usagers, y compris les administrations et les entreprises publiques, relatifs à la prestation de services postaux et de télécommunications, sont respectivement, transférés, de plein droit, à la société des postes et de l'épargne du Congo et ou à la société des télécommunications du Congo.

Article 7 : Le passif de l'office national des postes et télécommunications est transféré au portefeuille de l'Etat :

- des dettes sur emprunts avalisées par l'Etat ;
- des dettes envers les administrations et organismes publics, privés nationaux et internationaux ;
- de la totalité des dettes fournisseurs ;
- de la dette envers les personnels.

Les dettes stratégiques sont transférées aux nouvelles entités.

Article 8 : Les responsabilités de gestion de la caisse nationale d'épargne, confiées à l'office national des postes et télécommunications aux termes de la loi n° 8-64 du 25 juin 1964 et des textes subséquents, sont transférées à la société des postes et de l'épargne du Congo.

Article 9 : La liquidation des actifs non apportés aux nouvelles entités est réalisée par le syndic.

Article 10 : Les opérations de modification et de publication des titres fonciers ayant appartenu à l'office national des postes et télécommunications sont exemptées de tous impôts et taxes, de tous les droits de mutation, de publication foncière, de timbre ou autres redevances dues à quelque titre que ce soit.

Article 11 : La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 1^{er} juillet 2001

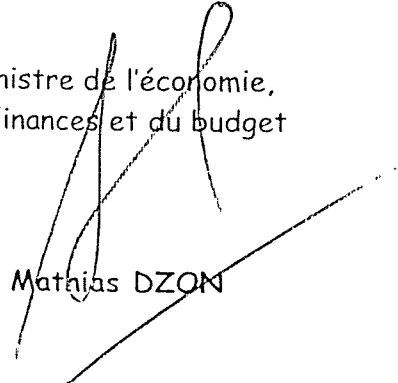

Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président de la République,

Le ministre des postes
et télécommunications


Jean DELLO

Le ministre de l'économie,
des finances et du budget


Mathias DZON